



Standing Rock : le soutien sans failles des banques françaises à l'oléoduc imposé aux Sioux par l'administration Trump

Par [Olivier Petitjean](#)

Mondialisation.ca, 03 mars 2017

[Observatoire des multinationales](#) 23 février 2017

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#),
[Transnationales](#)

Les forces de l'ordre ont procédé à l'évacuation du camp des Sioux et de leurs alliés qui s'opposaient encore à la construction de l'oléoduc Dakota Access. Bloqué par l'administration Obama, relancé par Donald Trump à son arrivée, cet oléoduc bénéficie du soutien financier de plusieurs grandes banques françaises. Celles-ci ont même débloquent des fonds supplémentaires à l'arrivée du nouveau locataire de la Maison blanche.

Dans la journée du mercredi 22 février, le principal campement des opposants à l'oléoduc Dakota Access a été évacué. La plupart des militants ont quitté le camp volontairement, cédant à l'ultimatum des autorités. Ceux qui avaient choisi de rester malgré tout ont été arrêtés. Des incidents ont émaillé ces dernières heures. Selon le [compte-rendu du Guardian](#), deux mineurs auraient été victimes de brûlures graves suite à une explosion inexplicée dans un tipi du camp.

L'oléoduc Dakota Access doit amener, sur plusieurs centaines de kilomètres, le pétrole de schiste extrait dans le Dakota du Nord vers l'Est des États-Unis. Une portion de cette infrastructure devait traverser, au niveau de la rivière Missouri, des terres ancestrales des Sioux, menaçant leurs sources d'eau potable. Après des mois de manifestations et d'occupation des terrains par où devait passer l'oléoduc, l'administration Obama avait fini par bloquer le chantier en demandant l'étude d'un tracé alternatif. Dès son arrivée à la Maison blanche, Donald Trump a cassé cette décision et ordonné une reprise rapide des travaux. Le nouveau président possède des actions dans Energy Transfer Partners (ETP), l'entreprise qui construit l'oléoduc, et compte parmi ses plus proches alliés un magnat du pétrole de schiste (lire [notre article](#)).

La lutte se poursuit sur le terrain juridique, les Sioux ayant déposé un recours contre le décret de Donald Trump. Une autre bataille tout aussi importante se déroule au niveau des banques, appelées par les militants à ne plus financer le projet et à rompre leurs liens avec Energy Transfer Partners. Les [pétitions en ce sens](#) ont reçu plus de 700 000 signatures. Sont concernées non seulement des banques américaines comme Wells Fargo, mais aussi des banques européennes, y compris BNP Paribas, Société générale, Natixis et le Crédit agricole. « La banque néerlandaise ABN Amro a annoncé le 2 février qu'elle arrêterait toute relation avec Energy Transfer Equity, la maison mère d'ETP, la principale entreprise derrière le projet, et la banque suédoise Nordea a carrément exclu les trois principales entreprises

du projet, souligne Lucie Pinson, de l'association environnementaliste Amis de la Terre. *Malheureusement, jusqu'à présent, les banques françaises n'ont pris aucun engagement similaire, et Natixis et Crédit Agricole ont même récemment refinancé ETP.* » Les grandes banques françaises avaient répondu à ces interpellations en indiquant qu'elles attendaient les résultats d'une expertise sur le projet et la consultation des populations impactées pour se prononcer.

En attendant, les affaires continuent. Selon les [données collectées](#) par les Amis de la Terre et l'organisation spécialisée Banktrack, Natixis et le Crédit agricole ont débloqué au mois de janvier, au moment même de l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, des financements de 72 et 35 millions de dollars respectivement au profit d'Energy Transfer Partners. Aux côtés de BNP Paribas, elles auraient encore participé à un prêt pour la même entreprise de 2,2 milliards de dollars au début du mois de février.

Olivier Petitjean

—
Photo : Dark Sevier CC

La source originale de cet article est [Observatoire des multinationales](#)
Copyright © [Olivier Petitjean](#), [Observatoire des multinationales](#), 2017

Articles Par : [Olivier Petitjean](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca